



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Proposition de loi 5086

Proposition de loi portant modification de l'article 55 de la loi communale du 13 décembre 1988

Date de dépôt : 28-01-2003

Date de l'avis du Conseil d'État : 13-05-2003

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
28-01-2003	Déposé	5086/00	<u>3</u>
14-03-2003	Prise de position du Gouvernement (14.3.2003)	5086/01	<u>8</u>
13-05-2003	Avis du Conseil d'Etat (13.5.2003)	5086/02	<u>11</u>
13-10-2009	Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés 1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Premier Ministre, Ministre d'Etat (13.10.2009) 2) Liste des propositions de loi à re [...]	5086/03	<u>14</u>

5086/00

N° 5086

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROPOSITION DE LOI

portant modification de la loi communale du 13 décembre 1988

* * *

*(Dépôt, M. Jean-Pierre Klein: le 28.1.2003)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Exposé des motifs.....	1
2) Texte de la proposition de loi	2
3) Commentaire de l'article.....	3

*

EXPOSE DES MOTIFS

Aux termes de l'alinéa 2 de l'article 27 de la loi communale du 13 décembre 1988, des jetons de présence peuvent être accordés, sous l'approbation du ministre de l'Intérieur, aux membres des commissions administratives des offices sociaux et des hospices civils pour l'assistance aux séances desdites commissions.

Cet article met fin à la carence constatée par rapport aux dispositions de l'arrêté royal grand-ducal du 11 décembre 1846 concernant la réorganisation et le règlement de la bienfaisance qui était resté muet quant aux possibilités d'octroi de jetons de présence aux membres qui composent l'office social.

Il s'ensuit que ces personnes sont traitées actuellement sur un pied d'égalité avec les membres des commissions consultatives pour l'assistance aux réunions, ce dont il faut se féliciter.

Cette constatation faite, il y a lieu cependant de relever une lacune dans la loi communale en ce qu'elle n'autorise pas les offices sociaux à allouer des *indemnités* à leurs présidents, étant donné que d'après l'alinéa 2 de l'article 55 cette possibilité est réservée aux seuls présidents des hospices civils.

Le ministre de l'Intérieur vient de confirmer récemment, la teneur de ces dispositions, en réponse à une demande faite par l'office social de la ville de Luxembourg qui se proposait d'allouer une indemnité à son président.

Pour bien situer la mission de l'office social et pour mieux cerner la tâche de son président, il convient de préciser ce qui suit:

L'office social est un établissement public placé sous la surveillance du collège des bourgmestre et échevins. Il se réunit d'après l'arrêté r.g.-d. du 11 décembre 1846 précité, aussi souvent que les affaires l'exigent; dans la ville de Luxembourg c'est le cas une fois par mois, alors que dans les petites communes le nombre de réunions annuelles est forcément plus limité.

Si, par le passé, l'intervention de l'office social se limitait à secourir ceux qui se trouvaient ponctuellement dans la gêne et qui nécessitaient des secours immédiats et limités dans le temps, il en est tout autrement aujourd'hui.

Des décisions sont à prendre au niveau de:

* *l'aide à domicile* (secours extraordinaires, secours mensuels, subventions de logement, surendettement, gestion des revenus, déguerpissements, paiements d'arrérages de loyers, de frais d'électricité, avance sur allocation complémentaire, subventions diverses ...);

- * *du service médical* (prise en charge de cotisations à l'assurance maladie volontaire, intervention dans le paiement des frais hospitaliers, médicaux et/ou pharmaceutiques pour divers actes, prestations non à charge des Caisses de maladie ou concernant des personnes temporairement sans affiliation auprès d'une caisse de maladie ...);
- * *des placements* (prise en charge de partie des frais de placement en maison d'accueil d'enfants mineurs, prises en charge de partie des frais de placement de personnes handicapées, prise en charge des frais de séjour de personnes âgées en diverses maisons de retraite, de soins, foyers ...).

Il est évident que devant cette panoplie de compétences, les membres de l'office social sont obligés de déléguer la gestion journalière de leur organisme au président et au secrétaire de la commission. Il s'ensuit que la participation du président dans l'évacuation des procédures administratives ne se résume pas à une réunion, fût-elle mensuelle, de la commission administrative. Il doit, en effet, exercer les attributions lui dévolues par les dispositions des chapitres 1 à 4 du titre relatif à la comptabilité des communes (loi communale modifiée du 13 décembre 1988) qui sont applicables, sous réserve des dispositions des articles 171 à 173, aux établissements publics placés sous la surveillance des communes.

Il appartient par conséquent au président, de rendre le compte annuel, d'établir le budget et d'ordonner les dépenses.

En complément des obligations inhérentes à la loi, le président doit se mettre à l'écoute des assistants sociaux pour décider de la suite à donner aux demandes d'intervention des nécessiteux, sans oublier, non plus, les contacts qu'il entretient avec les personnes en détresse qui viennent le trouver, sachant qu'il est la personne de référence pour trouver une solution à leurs soucis.

Il ressort clairement de ce qui a été développé ci-dessus, que la tâche du président de l'office social n'est en rien comparable avec celle des autres membres de la commission consultative. Le président est, en effet, à rapprocher de ses homologues des syndicats intercommunaux, hospices civils et autres établissements publics qui, eux, bénéficient d'indemnités, sans pour autant être nécessairement obligés de consacrer davantage de temps au travail à accomplir.

La présente proposition de loi veut réparer cette injustice en offrant aux offices sociaux la possibilité d'allouer des indemnités à leurs présidents.

Dans sa réponse à l'office social de la ville de Luxembourg, dont il a été question ci-dessus, le ministre de l'Intérieur a déclaré ne vouloir apporter de modifications aux textes en vigueur que dans le cadre du débat d'orientation sur la répartition des compétences et des responsabilités entre l'Etat et les communes.

L'on ne saurait contester l'utilité de réformer de fond en comble le mode de fonctionnement de l'aide sociale. Cependant, devant la complexité de la matière, une réforme de ce genre mettra certainement plusieurs années à se concrétiser. En attendant, et pour honorer équitablement les prestations des présidents des offices sociaux actuellement en fonction, il convient de modifier la loi communale dans le sens de la présente proposition.

*

TEXTE DE LA PROPOSITION DE LOI

La loi communale du 13 décembre 1988 est modifiée comme suit:

L'alinéa 2 de l'article 55 est remplacé comme suit:

„Les commissions administratives des hospices civils et des offices sociaux peuvent allouer une indemnité à leurs présidents sous l'approbation du ministre de l'Intérieur.“

L'alinéa 3 de l'article 55 est remplacé comme suit:

„En dehors de ces indemnités, les personnes visées aux deux alinéas qui précèdent ne peuvent jouir d'aucun émolument à charge de la commune, de l'hospice civil ou de l'office social, sous quelque prétexte ou dénomination que ce soit.“

*

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE

Alinéa 2:

La possibilité offerte aux commissions administratives des hospices civils à allouer une indemnité à leurs présidents est étendue aux présidents des offices sociaux.

Alinéa 3:

A l'instar des hospices civils, défense est faite aux commissions administratives des offices sociaux de faire profiter leurs présidents d'autres émoluments.

Service Central des Imprimés de l'Etat

5086 - Dossier consolidé : 7

5086/01

N° 5086¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2002-2003

PROPOSITION DE LOI**portant modification de la loi communale du 13 décembre 1988**

* * *

PRISE DE POSITION DU GOUVERNEMENT

(14.3.2003)

La proposition de loi a pour objet de modifier l'article 55 de la loi communale dans le but de permettre à l'avenir aux offices sociaux d'allouer des indemnités à leurs présidents.

La législation actuellement en vigueur ne prévoit pas en effet que les présidents des offices sociaux puissent être indemnisés pour le temps consacré à l'accomplissement de leur tâche. L'alinéa 2 de l'article 27 de la loi communale du 13 décembre 1988 dispose uniquement que des jetons de présence peuvent être accordés, sous l'approbation du ministre de l'Intérieur, aux membres des commissions administratives des offices sociaux.

Or, tel que Monsieur le Député Jean-Pierre Klein l'a précisé dans l'exposé des motifs très exhaustif de la proposition de loi No 5086, les tâches du président d'un office social ne se limitent pas à l'assistance à quelques réunions de la commission administrative, mais elles sont beaucoup plus nombreuses, plus variées et surtout plus complexes.

Je rappelle que dans le cadre du premier plan national d'action pour l'inclusion sociale un groupe de réflexion a été institué au ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse en vue de préparer un projet de réforme des législations concernant les secours à accorder aux personnes nécessiteuses. Comme les travaux de refonte de textes datant de 1846 et 1897 et concernant des établissements bien ancrés dans nos traditions, à savoir les offices sociaux, s'avèrent vastes et complexes, la réforme envisagée devra être entamée avec la sensibilité nécessaire et prendra encore un certain temps avant d'être finalisée.

Il est donc parfaitement légitime de ne pas laisser attendre les présidents des offices sociaux jusqu'à l'aboutissement de cette réforme pour les faire jouir d'une rémunération équitable de leur fonction.

La proposition de loi No 5086 tend à régler l'indemnisation des présidents des offices sociaux de la même manière que la loi communale règle actuellement l'indemnisation des présidents des hospices civils. Cette façon de procéder est absolument appropriée étant donné que la loi communale, dans son article 27, établit aussi des règles identiques pour l'allocation de jetons de présence aux membres des commissions administratives des offices sociaux et des hospices civils.

En conclusion, j'estime donc que la proposition de loi No 5086, qui tend à introduire la possibilité d'accorder une indemnité aux présidents des offices sociaux, est parfaitement justifiée et qu'il y a lieu d'émettre un avis favorable à cette proposition.

Service Central des Imprimés de l'Etat

5086/02

N° 5086²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2002-2003

PROPOSITION DE LOI**portant modification de la loi communale du 13 décembre 1988**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(13.5.2003)

Le député Jean-Pierre Klein a déposé en date du 28 janvier 2003 la proposition de loi sous avis. Par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, en date du 31 janvier 2003, le Conseil d'Etat a été saisi du texte de la proposition de loi, qui était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles.

La prise de position du Gouvernement a été transmise au Conseil d'Etat par une dépêche du ministre aux Relations avec le Parlement en date du 3 avril 2003. Cette prise de position est positive.

*

La proposition de loi sous avis a pour objet de modifier l'article 55 de la loi communale aux fins d'allouer, à l'instar des présidents des hospices civils, une indemnité aux présidents des offices sociaux des communes. Actuellement ces derniers ne peuvent être indemnisés pour le temps consacré à l'accomplissement de leurs tâches, mais ils peuvent toucher des jetons de présence conformément à l'article 27, alinéa 2 de la prédite loi qui précise que „des jetons de présence peuvent également être accordés, sous l'approbation du ministre de l'Intérieur, aux membres des commissions administratives des offices sociaux et des hospices civils pour l'assistance aux séances desdites commissions“.

L'intervention de l'office social ne se limite plus de nos jours à secourir ceux qui se trouvent dans le besoin ou qui nécessitent des secours immédiats. Ses missions, au contraire, ont été considérablement étendues et concernent l'aide à domicile, le service médical et le placement des personnes concernées. Aussi le président de l'office social, outre les obligations lui incombant de par la loi tels l'assistance aux réunions, l'établissement du budget et des comptes de l'office social ainsi que l'ordonnancement des dépenses, doit-il examiner les dossiers soumis à son appréciation en collaboration avec les assistants sociaux pour en préparer les décisions, sans oublier les contacts nécessaires avec les personnes en détresse.

La proposition de loi, pour toutes ces raisons, tend à régler l'indemnisation des présidents des offices sociaux de la même manière que celle prévue par la loi communale pour les présidents des hospices civils (art. 55).

D'après la prise de position du Gouvernement du 14 mars 2003, „cette façon de procéder est absolument appropriée étant donné que la loi communale, dans son article 27, établit aussi des règles identiques pour l'allocation de jetons de présence aux membres des commissions administratives des offices sociaux et des hospices civils“. Cette prise de position précise encore, vu la réforme projetée des offices sociaux par le ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, qu'„il est donc parfaitement légitime de ne pas laisser attendre les présidents des offices sociaux jusqu'à l'aboutissement de cette réforme pour les faire jouir d'une rémunération équitable de leur fonction“.

Le Conseil d'Etat, vu les considérations exposées ci-dessus, marque son accord avec le texte de la proposition de loi dont il propose de libeller l'intitulé comme suit:

„Proposition de loi portant modification de l'article 55 de la loi communale du 13 décembre 1988“

Ainsi délibéré en séance plénière, le 13 mai 2003.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

5086/03

N° 5086³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

PROPOSITION DE LOI**portant modification de l'article 55 de la loi communale
du 13 décembre 1988**

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Premier Ministre, Ministre d'Etat (13.10.2009)	1
2) Liste des propositions de loi à retirer du rôle des affaires de la Chambre des Députés.....	2

*

RETRAIT DU ROLE DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PREMIER MINISTRE, MINISTRE D'ETAT**

(13.10.2009)

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer, qu'en date du 13 octobre 2009 les propositions de loi reprises sur la liste jointe en annexe ont été retirées du rôle des affaires de la Chambre des Députés.

J'adresse copie de la présente à Madame Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Veillez croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de ma très haute considération.

Le Président de la Chambre des Députés,
Laurent MOSAR

*

**LISTE DES PROPOSITIONS DE LOI A RETIRER DU ROLE
DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

- 1) **3407** Proposition de loi concernant l'abolition de la loi du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'Etat
Dépôt: **Monsieur Jean Huss**, le 31.5.1990
- 2) **3512** Proposition de loi en vue de la modification de la loi du 7 septembre 1987, ayant changé celle du 4 avril 1924, portant création de Chambres professionnelles à base électorale
Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 20.3.1991
- 3) **3577** Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes
Dépôt: **Monsieur Henri Grethen**, le 3.12.1991
- 4) **3679** Proposition de loi réglementant les conditions d'accès à l'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 12.10.1992
- 5) **3836** Proposition de loi portant modification de la loi du 8 avril 1993 relative à l'organisation de l'indivision et étendant l'attribution préférentielle en cas de succession aux entreprises commerciales, industrielles et artisanales
Dépôt: **Monsieur Henri Grethen**, le 7.9.1993
- 6) **3840** Proposition de loi complétant la loi électorale (loi modifiée du 31 juillet 1924)
Dépôt: **Monsieur Jean-Paul Rippinger**, le 27.9.1993
- 7) **3878** Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le remplacement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre
Dépôt: **Monsieur Emile Calmes**, le 22.2.1994
- 8) **4169** Proposition de loi portant a) l'interdiction de circulation des véhicules de poids lourds en transit durant les week-ends b) l'interdiction de dépassement pour véhicules de poids lourds
Dépôt: **Monsieur Lucien Lux**, le 11.6.1996
- 9) **4220** Proposition de loi concernant la réglementation des vols de nuit
Dépôt: **Monsieur Laurent Mosar**, le 16.10.1996
- 10) **4253** Proposition de loi autorisant le gouvernement à participer comme membre fondateur et à accorder une aide financière annuelle à la „Fondation Janis Joplin“
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 5.12.1996
- 11) **4254** Proposition de loi relative à la création d'une Cité de l'action Culturelle, du Livre et de la Musique à Luxembourg
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 5.12.1996
- 12) **4255** Proposition de loi concernant le transport de marchandises par voie terrestre
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 10.12.1996
- 13) **4262** Proposition de loi relative à l'agrément des réviseurs d'entreprises en matière écologique et à l'enregistrement des sites
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 8.1.1997
- 14) **4270** Proposition de loi relative à la responsabilité et à l'assurance obligatoire dans le domaine de la construction
Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 27.1.1997
- 15) **4298** Proposition de loi relative à la création d'un parc économique et naturel de la région de la „Minett“
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 29.4.1997

- 16) **4299** Proposition de loi portant modification de l'article 382 du code pénal
Dépôt: **Madame Ferny Nicklaus-Faber**, le 30.4.1997
- 17) **4354** Proposition de loi portant subventionnement de la mise en oeuvre de systèmes communautaires de management environnemental et d'audit
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 22.9.1997
- 18) **4355** Proposition de loi relative à la modification de la loi du 15 juillet 1993 concernant les débits de boissons non alcooliques
Dépôt: **Madame Anne Brasseur**, le 25.9.1997
- 19) **4360** Proposition de loi portant réforme de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 13.10.1997
- 20) **4401** Proposition de loi portant réglementation du financement des partis et des campagnes électorales
Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 26.1.1998
- 21) **4434** Proposition de loi tendant à modifier la loi modifiée du 16 août 1967 afin de la mettre en conformité avec les exigences de l'article 99 de la Constitution
Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 6.5.1998
- 22) **4550** Proposition de loi concernant la modification des articles 57, 62 et des articles 335 à 339 du code civil traitant de la reconnaissance d'un enfant naturel
Dépôt: **Monsieur Willy Bourg**, le 15.3.1999
- 23) **4551** Proposition de loi portant réglementation des ensembles de coins de terre et jardins familiaux
Dépôt: **Monsieur François Biltgen**, le 16.3.1999
- 24) **4564** Proposition de loi concernant la protection du cheptel piscicole
Dépôt: **Monsieur Jos Scheuer**, le 28.4.1999
- 25) **4567** Proposition de loi relative à l'assistance médicale à la procréation
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 29.4.1999
- 26) **4580** Proposition de loi – concernant l'application aux agents CFL de l'article 4,a) de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès et de l'article IV.23) de la loi du 27 août 1986 modifiant et complétant la loi modifiée du 22 juin 1973 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat – concernant l'application aux pupilles de la nation et aux orphelins de guerre des dispositions de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 21.5.1999
- 27) **4591** Proposition de loi modifiant la loi du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés du secteur privé (modifiée le 26 juillet 1975, le 14 mars 1988, le 22 novembre 1991 et le 12 février 1999)
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 4.11.1999
- 28) **4642** Proposition de loi portant création d'un fonds pour l'énergie
Dépôt: **Monsieur Alex Bodry**, le 14.3.2000
- 29) **4647** Proposition de loi portant sur l'aménagement et la réduction du temps de travail
Dépôt: **Monsieur Jeannot Krecké, Monsieur Lucien Lux**, le 16.3.2000
- 30) **4680** Proposition de loi relative au service de restauration scolaire pour les enfants fréquentant l'enseignement préscolaire, primaire, postprimaire et supérieur
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 27.6.2000

- 31) **4693** Proposition de loi instituant et promouvant l'actionnariat salarié
Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 12.10.2000
- 32) **4711** Proposition de loi 1) portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 relative à l'élection directe des représentants du Grand-Duché de Luxembourg au Parlement européen; 2) portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'organisation d'élections simultanées pour le Parlement européen et la Chambre des députés
Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 21.7.2000
- 33) **4745** Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 21.12.2000
- 34) **4747** Proposition de loi visant à réglementer la production, la distribution et la vente du cannabis
Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 4.1.2001
- 35) **4792** Proposition de loi portant création de l'Agence luxembourgeoise de sécurité alimentaire (ALSA)
Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 2.5.2001
- 36) **4793** Proposition de loi portant modification de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 2.5.2001
- 37) **4810** Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise visant à introduire la double nationalité et à faciliter l'accès à la nationalité luxembourgeoise
Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 18.6.2001
- 38) **4823** Proposition de loi visant à modifier la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 11.7.2001
- 39) **4854** Proposition de loi
1. portant abolition de la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une Cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg et
2. autorisant le Gouvernement à faire procéder à la construction d'une Cité judiciaire sur les îlots de la „Rocade de Bonnevoie“ à Luxembourg
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 10.10.2001
- 40) **4864** Proposition de loi visant à favoriser les investissements à caractère éthique, solidaire ou écologique au moyen de la promotion de l'épargne mobilière
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 13.11.2001
- 41) **4865** Proposition de loi ayant pour objet d'assurer la qualité de l'alimentation dans la restauration collective publique
Dépôt: **Monsieur Marco Schank**, le 14.11.2001
- 42) **4873** Proposition de loi portant modification de la loi du 5 juillet 1991 portant
a) fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement à la fonction d'instituteur;
b) fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement au certificat de qualification de chargé de direction;
c) création d'un pool de remplaçants pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire;
d) dérogation à la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail
Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 29.11.2001

- 43) **4888** Proposition de loi portant modification de la loi du 18 mai 1979 portant réforme des délégations de personnel
 Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 13.12.2001
- 44) **4974** Proposition de loi portant création d'un établissement public dénommé „Institut national de Santé Environnementale“
 Dépôt: **Monsieur Jean Huss**, le 18.6.2002
- 45) **4996** Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire
 Dépôt: **Monsieur Mars Di Bartolomeo**, le 17.7.2002
- 46) **5005** Proposition de loi visant à modifier la loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures
 Dépôt: **Monsieur Gusty Graas**, le 8.8.2002
- 47) **5013** Proposition de loi relative à la protection des actionnaires minoritaires et à l'obligation de lancer une offre publique d'acquisition
 Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 19.8.2002
- 48) **5020** Proposition de loi instaurant un programme de délivrance de médicaments à base de cannabinoïdes
 Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 28.8.2002
- 49) **5036** Proposition de loi
 1. relative à la politique nationale de développement durable,
 2. portant création d'un établissement public nommé „Institut national du développement durable“,
 3. portant abrogation de la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un conseil économique et social
 Dépôt: **Monsieur Robert Garcia, Monsieur Camille Gira**, le 15.10.2002
- 50) **5062** Proposition de loi portant création de la Commission consultative de Médecine préventive et sociale et modifiant la loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé
 Dépôt: **Monsieur Jean Colombera**, le 3.12.2002
- 51) **5075** Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite
 Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 18.12.2002
- 52) **5086** Proposition de loi portant modification de l'article 55 de la loi communale du 13 décembre 1988
 Dépôt: **Monsieur Jean-Pierre Klein**, le 28.1.2003
- 53) **5093** Proposition de loi
 1. relative à la politique nationale pour le développement du tourisme,
 2. portant création d'un établissement public nommé „Institut national du Tourisme“,
 3. régissant les modalités du plan quinquennal pour le développement du tourisme
 Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 30.1.2003
- 54) **5168** Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une administration de l'environnement
 Dépôt: **Monsieur Alex Bodry**, le 17.6.2003
- 55) **5172** Proposition de loi portant organisation d'un réseau de bibliothèques communales
 Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 1.7.2003

- 56) **5185** Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 2002
1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension
 2. portant création d'un forfait d'éducation
 3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti
- Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 15.7.2003
- 57) **5186** Proposition de loi portant modification de la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire
- Dépôt: **Monsieur Jean Colombera**, le 23.7.2003
- 58) **5252** Proposition de loi concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988
- Dépôt: **Madame Dagmar Reuter-Angelsberg**, le 27.11.2003
- 59) **5261** Proposition de loi instituant un service bancaire de base
- Dépôt: **Monsieur Claude Wiseler**, le 17.12.2003
- 60) **5283** Proposition de loi relative aux partis politiques et portant modification de la loi du 12 décembre 1967 modifiée concernant l'impôt sur le revenu
- Dépôt: **Monsieur Jean-Paul Rippinger**, le 27.1.2004
- 61) **5329** Proposition de loi sur les transports publics
- Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 21.4.2004
- 62) **5333** Proposition de loi créant un crédit d'impôt recherche
- Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 27.4.2004
- 63) **5433** Proposition de loi relative à la modification de l'article 29 de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics
- Dépôt: **Monsieur Félix Braz**, le 19.1.2005
- 64) **5450** Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers
- Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 11.3.2005
- 65) **5480** Proposition de loi portant modification a) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; b) de la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectifs
- Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 31.5.2005
- 66) **5621** Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition
- Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 18.10.2006
- 67) **5623** Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux
- Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 24.10.2006
- 68) **5646** Proposition de loi portant organisation d'un référendum populaire concernant la réalisation d'une ligne ferroviaire souterraine avec plusieurs arrêts sur le territoire de la ville de Luxembourg
- Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 5.12.2006
- 69) **5668** Proposition de loi modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée
- Dépôt: **Madame Anne Brasseur**, le 22.1.2007

- 70) **5682** Proposition de loi portant modification de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 13.2.2007
- 71) **5701** Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse
Dépôt: **Madame Lydie Err**, le 13.3.2007
- 72) **5703** Proposition de loi sur l'obligation des poids lourds en transit d'emprunter les autoroutes
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 14.3.2007
- 73) **5747** Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat
Dépôt: **Monsieur Henri Kox**, le 11.7.2007
- 74) **5776** Proposition de loi portant modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat
Dépôt: **Madame Anne Brasseur**, le 18.9.2007
- 75) **5783** Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant 1. modification du Code du travail; 2. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi; 4. modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales; 5. modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces; 6. modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural; 7. réforme de la taxe sur les véhicules routiers; 8. modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques; 9. introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés; 10. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; 11. établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement; 12. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 26.9.2007
- 76) **5793** Proposition de loi visant à abolir l'article 25. b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 15.10.2007
- 77) **5794** Proposition de loi portant création d'une chambre des retraités
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 15.10.2007
- 78) **5875** Proposition de loi a) réinstaurant l'automatisme d'indexation des salaires, traitements, pensions et rentes b) réinstaurant l'indexation des prestations familiales et du forfait éducation et c) instaurant l'indexation automatique du boni pour enfant et de ce fait 1) abrogeant les articles 1er et 3 de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements 2) modifiant a) l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et des traitements;

b) l'article 10 de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge; c) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance; d) l'article 4 de la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité; e) l'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; f) l'article 3 de la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire; g) l'article 6 de la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation; h) l'article 8 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; i) l'article 3 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait éducation; j) la loi du 21 décembre 2007 relative à la bonification d'impôts pour enfants

Dépôt: **Monsieur Gast Gibéryen**, le 22.4.2008

- 79) **5946** Proposition de loi portant
- modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
 - modification de la loi du 5 août 2005 relative aux contrats de garantie financière
- Dépôt: **Monsieur Michel Wolter**, le 23.10.2008
- 80) **5960** Proposition de loi portant
- modification des conditions d'admission à la fonction d'instituteur
 - modifiant l'article 30 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire
- Dépôt: **Monsieur Claude Adam**, le 26.11.2008
- 81) **5971** Proposition de loi portant modification de l'article 355 du Code des Assurances Sociales
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 9.12.2008
- 82) **6016** Proposition de loi visant – à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des députés – à promouvoir la modernisation de la gestion publique et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'Etat, de la caisse générale de l'Etat et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)
Dépôt: **Monsieur Roger Negri**, le 18.3.2009
- 83) **6036** Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l'article 28 de la loi du 9 juillet 2004
Dépôt: **Monsieur Alexandre Krieps**, le 29.4.2009
- 84) **6041** Proposition de loi visant à réviser les articles 4. (1) et 4. (2) de la loi du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 7.5.2009
- 85) **6042** Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 12.5.2009
- 86) **6044** Proposition de loi portant modification de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 13.5.2009